

[challenges.fr](https://www.challenges.fr)

Bercy va-t-il laisser le géant chinois JD.com racheter 22 % du capital de Fnac-Darty ?

Guillaume Echelard

8–10 minutes

Le géant chinois du e-commerce JD.com veut racheter Ceconomy, spécialiste allemand de l'électroménager (Mediamarkt, Saturn) et actionnaire à hauteur de 21,9 % de Fnac-Darty. Bercy a jusqu'au 10 septembre pour s'exprimer sur cette prise de participation, qui, pour certains, pourrait annoncer un rachat total du Français.

Et si [Fnac-Darty](#), fleuron français de la distribution de produits culturels et électroménagers, passait sous pavillon chinois ? La question, hier invraisemblable, n'a aujourd'hui plus rien de farfelu. Le 1er septembre, le géant du e-commerce chinois [JD.com](#) (près de 160 milliards de dollars de revenus annuels) a annoncé lancer une offre d'achat sur le commerçant allemand Ceconomy (22 milliards d'euros de chiffre d'affaires). Or, ce spécialiste outre-Rhin de l'électroménager, maison-mère de [Saturn](#) et Mediamarkt, est actionnaire de Fnac-Darty à hauteur de 21,9 %. L'offre de JD.com, qui valorise l'entreprise allemande 2,2 milliards d'euros, bénéficie du soutien des principaux investisseurs de Ceconomy. Mais va devoir être validée par les autorités françaises.

Lire aussi

Le 27 août, [le ministère de l'Economie](#) a en effet reçu un courrier de

JD.com. Le e-commerçant chinois y demande l'autorisation d'entrer au capital de Fnac-Darty *via* le rachat de Ceconomy. Bercy a jusqu'au 10 septembre pour se manifester s'il souhaite ouvrir une enquête sur le rachat. Au vu de la très probable [chute du gouvernement](#) ce 8 septembre, les chances d'une réponse du ministère s'étiolent : dans ce cas, la prise de participation sera automatiquement validée. Le courrier de JD.com a de quoi surprendre. La procédure de validation auprès de Bercy est obligatoire lorsqu'une société étrangère s'apprête à mettre la main sur au moins 10 % des droits de vote d'une société cotée en Bourse (ce qui est le cas de JD.com qui en détiendra environ 22 % chez Fnac-Darty), mais uniquement lorsque la société en question traite d'enjeux touchant à la souveraineté nationale.

Vidéo

Un enjeu de souveraineté ?

Or, à la lecture des [textes de loi](#), difficile de voir en quoi Fnac-Darty constituerait un actif stratégique ou sensible. L'entreprise n'œuvre en effet pas dans des secteurs clés pour la sécurité nationale comme celui de la défense ou de la santé publique. Certes, [Bruno Le Maire](#), ministre de l'Economie, avait exercé un tel droit lorsque le canadien [Couche-Tard](#) avait tenté de racheter [Carrefour](#) en 2021. Mais il l'avait fait au nom de la souveraineté alimentaire.

Lire aussi

Seules deux acceptions des sociétés jugées « *sensibles* » par la loi pourraient concerner Fnac-Darty : d'abord « *les activités de traitement, de transmission ou de stockage de données* ». Mais pour un avocat spécialiste de ce genre de dossiers, les données détenues par le commerçant ne sont pas assez sensibles pour entrer dans cette définition. Ensuite, « *l'édition, l'impression ou la distribution des publications de presse d'information politique et générale* ». Mais là

encore, pour notre avocat, seule une lecture très conservatrice de la loi ferait entrer Fnac-Darty dans ce type d'actif, le commerçant n'étant qu'un simple distributeur, et non un titre de presse avec un pouvoir d'influence sur l'opinion publique. Quand le Tchèque [Daniel Kretinsky](#) était monté au capital du commerçant français, il n'avait d'ailleurs pas fait la démarche.

« Un pied dans la porte »

Alors, pourquoi un tel excès de zèle de JD.com ? Un acteur proche du dossier confie à *Challenges* : « *Ils demandent une première autorisation pour mettre un pied dans la porte et préparer un rachat total de Fnac-Darty avec une première autorisation en poche. Cela ne fait aucun doute : JD prépare une OPA sur le groupe français.* »

L'avocat spécialiste de ces dossiers ne croit pas tellement à cette théorie : « *En demandant à entrer au capital de Fnac-Darty, alors qu'ils auraient pu ne pas le faire, JD.com place justement l'entreprise dans le champ des actifs stratégiques, là où c'était loin d'être évident. S'ils souhaitent par la suite faire un rachat total, ils seront désormais obligés de demander à Bercy une autorisation. Donc si l'on se met à leur place, ce n'est pas très bien joué.* » D'autant plus que ce n'est pas parce que le ministère a laissé faire une prise de participation minoritaire, sans place au conseil d'administration ou minorité de blocage, qu'il laissera faire une montée au capital au-delà des 25 % ou même des 50 %.

Le précédent Temu et Shein

Car le sujet est abrasif : depuis des mois, les boutiques en ligne chinoises [Temu](#) et [Shein](#) sont sous le feu des critiques en Europe en raison de leurs prix cassés menaçant les commerçants locaux, et de la mauvaise qualité de leurs produits. Signe de la dimension politique du dossier, les autorités allemandes enquêtent déjà sur le rachat de

Ceconomy depuis le 2 septembre. En cela, la lettre de JD.com du 27 août pourrait être un moyen de montrer sa volonté de coopérer avec les autorités européennes, et ainsi se dédramatiser.

Lire aussi

[Enrique Martinez](#), PDG de Fnac-Darty a été l'un des hérauts de la fronde anti-Temu. « *On n'a pas besoin de ces plateformes pour rendre nos vies plus heureuses et plus complètes* », avait-il tonné [sur le plateau de BFMTV](#) mi-juin. Dans les couloirs du siège, certains se rassurent : JD ne sera qu'un actionnaire minoritaire, et sa stratégie semble se distinguer de celle de Temu et Shein, privilégiant l'europeanisation au *dumping*. Il n'empêche, le PDG va désormais peut-être devoir discuter avec une plateforme chinoise. « *Je ne vois pas Enrique Martinez changer de discours parce qu'il a un nouvel actionnaire* », tranche Frank Rosenthal, expert du commerce. « *Se faire racheter par JD.com serait en revanche un échec pour lui, prévient un bon connaisseur de l'enseigne. S'il y avait une tentative, il s'alignerait sur une contre-offensive avec le premier actionnaire de Fnac-Darty, Daniel Kretinsky, pour avoir une proposition européenne.* »

Kretinsky n'a pas dit son dernier mot

Le Tchèque, avec 28 % du capital, déjà à la tête de [Casino](#) (mère de [Cdiscount](#)) ou de Metro, n'a pas dit son dernier mot. « *Il a par le passé été intéressé par le rachat de Ceconomy, notamment de ses parts dans Fnac-Darty* », précise Florent Thy-tine, analyste financier pour TP Icap. Si JD - effrayé par les risques politiques du dossier et attiré par un joli chèque qui pourrait, avec une prime, monter de 250 à 300 millions d'euros - décidait de revendre ses parts dans Fnac-Darty, l'homme d'affaires risquerait bien de s'engouffrer dans la brèche.

Lire aussi

Autrement, un combat aussi politique que capitalistique pourrait se dessiner entre les deux principaux actionnaires du commerçant français. D'un côté, JD rêve de conquérir l'Europe, et ainsi distancer Temu et [Alibaba](#). De l'autre, Daniel Kretinsky martèle vouloir créer un géant européen du commerce, qui contrerait les Etats-Unis d'[Amazon](#) d'un côté, et la Chine de Temu de l'autre. Contacté sur ses ambitions en France, l'entourage de JD.com élude la question, se disant « *entièrement concentré sur l'achèvement de la transaction avec Ceconomy* ». Bercy, Daniel Kretinsky et Fnac-Darty restent muets.

Des intérêts nombreux pour JD.com

Une chose est sûre : le concurrent d'Alibaba et Temu a tout intérêt à attaquer le marché européen. « *La croissance n'est plus ce qu'elle était en Chine*, analyse Frank Rosenthal. *Leurs commerçants sont obligés de s'internationaliser* ». Et, face aux murailles protectionnistes érigées par [Donald Trump](#) aux Etats-Unis, le Vieux Continent devient un eldorado. « *Mediamarkt et Saturn sont des enseignes connues et appréciées des Allemands*, ajoute Jérémie Garnier, analyste chez Oddo BHF. *Cela rassurera des consommateurs qui n'auraient pas été dans une enseigne chinoise.* »

Ceconomy et Fnac-Darty revêtent un autre intérêt pour JD : leur réseau de magasins, alors même que « *le commerce physique est la grande faiblesse des Chinois* », selon Frank Rosenthal. A l'inverse, la force de frappe du e-commerçant sur la logistique, le digital et la collecte de données pourrait dépoussiérer l'entreprise allemande. Dans son offre publique, JD explique déjà vouloir « *stimuler l'excellence technologique de Ceconomy grâce au support informatique et technique de JD.com* ». En ralliant Fnac-Darty, le poids lourd chinois pourrait encore un peu plus monter en puissance.